

**PENSER LES EVOLUTIONS DU MILITANTISME DEPUIS 1945.
LE PRISME DE LA SOCIOHISTOIRE DES ASSOCIATIONS DE SOLIDARITE**

Axelle BRODIEZ
Post-doctorante au CNRS-LARHRA
juin 2006

Nous avons déjà fait part, dans plusieurs communications et/ou contributions¹, de notre positionnement dubitatif devant la tendance, depuis une dizaine d'années, à titrer sur des visions à connotation apocalyptique au sujet des évolutions de l'engagement², comme à postuler d'irréversibles évolutions dans les répertoires de pratiques. Car si séduisantes et partiellement pertinentes que soient les théories consistant à postuler un modèle diachroniquement binaire (XIXeS-fin des années 1970 *versus* années 1980-1990), reprises par nombre d'universitaires et plus encore par les associations y trouvant une explication clé-en-main de leurs difficultés et de la nostalgie d'anciens militants, elles s'invalident pour partie à l'étude sociohistorique.

Nos premières analyses ont pris pour socle un travail de thèse d'histoire sur le Secours populaire français, petite association satellite du PCF devenue grande association humanitaire et de solidarité³. Alors qu'elle présente *a priori* tous les traits du modèle binaire (évolution du communisme à l'humanitaire, du politique à l'associatif, du « militant » au « bénévole », etc.), elle laisse pourtant voir combien le militantisme communiste de Guerre froide, archétype de « l'affiliation », était un iceberg d'engagement plus « affranchi » ; combien l'engagement « à la carte » et intermittent, quasi désidéologisé et posé comme caractéristique de la période contemporaine, était vanté par une association communiste dès les années 1960 ; combien inversement les militants politiques viscéraux sont encore fort présents aujourd'hui ; combien encore s'intercalent, entre ces deux bornes, d'autres strates d'engagement (et notamment post-68). Il nous a plutôt semblé que le principal discriminant n'était pas d'ordre diachronique mais synchronique : les organisations paraissent surtout clivées entre leur base, plus « affranchie », et leur sommet, plus « affilié ». Cette constatation a depuis également été défendue par Bénédicte Havard Duclos et Sandrine Nicourd⁴, et par Jacques Ion lui-même – bien que de façon ambiguë⁵.

On ne reviendra donc pas sur ces démonstrations et conclusions, centrées sur la problématique qui préside à ce colloque mais consultables par ailleurs, et l'on se proposera plutôt d'élargir la réflexion et la comparaison à des associations de solidarité d'autre matrice (l'une d'origine catholique et aujourd'hui laïque : Emmaüs ; l'autre protestante, devenue centre social), pour dégager à plus large échelle les mécanismes observables qui font continuité – ou discontinuité – dans les pratiques militantes, après un rapide retour sur les questions de méthode. Avec pour enjeu de comprendre ce qu'il est possible, à l'étude, de caractériser comme mutations de niveau macrosociologique *via* l'observation d'organisations nécessairement spécifiques (niveau méso) et d'individus qui le sont plus encore (niveau micro).

¹ « Penser les mutations de l'engagement : un dialogue entre histoire des associations et sciences sociales », communication pour les journées d'étude « science politique/histoire » organisées par l'AFSP, l'IHTP et le Centre de recherches politiques de la Sorbonne, 4-6 mars 2004, article à paraître ; « Militants, bénévoles, affiliés, affranchis, ... : de l'applicabilité historique de travaux sociologiques », in Dan Ferrand-Bachmann (dir.), *Les bénévoles et leurs associations*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 279-291 (issu d'une communication au congrès de l'Association française de sociologie) ; « L'espace-temps. Pour une approche historique de l'engagement en quatre dimensions », communication pour les journées d'études « Vivre et militer dans les institutions » organisées par le LASP, Paris 1 (Science politique), les 9 et 10 décembre 2004.

² Dominique LABBÉ et Maurice CROISAT, *La fin des syndicats ?* (1992) ; Pascal PERRINEAU (dir.), *L'engagement politique. déclin ou mutation ?* (1994) ; Geneviève POIJOL, *Des élites de société pour demain ?* (1996) ; Jacques ION, *La fin des militants ?* (1997) ; etc.

³ Axelle BRODIEZ, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

⁴ Bénédicte HAVARD DUCLOS et Sandrine NICOURD, *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*, Paris, Payot, 2005.

⁵ Jacques ION, Spyros FRANGUIADAKIS et Pascal VIOT, *Militer aujourd'hui*, Paris, CEVIPOF/Autrement, 2005.

RETOUR METHODOLOGIQUE

Il s'agit donc d'étudier un type spécifique de militantisme, ancien par sa longévité mais récent par son succès (années 1980), et pourtant non compris dans les « nouveaux mouvements sociaux » ; en s'appuyant plus particulièrement sur trois organisations. Le Secours populaire français, fondé en 1923, est une organisation de masse communiste ayant à l'origine pour spécialisation fonctionnelle la solidarité morale, matérielle et juridique aux militants du conglomerat ; elle a depuis les années 1960 pris le tournant humanitaire, titre auquel est elle aujourd'hui pleinement reconnue. Emmaüs, fondé en 1949 et apparu au grand jour dans le paysage français suite à l'appel lancé sur les ondes par l'abbé Pierre le 1^{er} février 1954, est progressivement devenu une vaste nébuleuse d'organisations spécialisées (qui dans le développement des communautés de récupération, qui dans l'accueil des populations à la rue, qui dans la collecte de fonds, qui dans le logement social, etc.). Le Picoulet enfin est une communauté de l'Eglise protestante réformée (ERF), ayant grandi dans l'obédience de la Mission populaire (action sociale protestante) et agréé depuis les années 1980 comme centre social. Ces trois organisations ont été pour nous, ou sont encore, l'objet d'études ayant pour problématique l'évolution sociale de la pauvreté-précarité, de l'humanitaire, mais surtout, pour ce qui nous concerne ici, de l'engagement contemporain.

La base méthodologique reste l'analyse historique par dépouillement d'archives internes (conseils, bureaux, assemblées générales ; presse interne et externe ; rapports d'activité, etc.), complété d'entretiens et d'observation participante. Le dépouillement d'archives sur une longue période (de 60 à 100 ans selon les trois cas) permet d'éviter la « césure épistémologique » en appliquant sur la durée les mêmes questionnements au même objet, à l'aide des mêmes outils et sur les mêmes types de sources. Le recours aux entretiens de militants de différentes périodes pose davantage de problèmes (subjectivité de la reconstitution par les auteurs, certes en partie contrée par le garde-fou de la connaissance factuelles *via* les archives), à ceci près que ce problème se pose pour tous les entretiens, quelle que soit la période où le militant a été investi ; ce biais subjectif sera donc toujours partiellement le même.

Enfin, le questionnement d'approche qui préside à l'analyse de l'engagement militant reste évident en histoire comme en sociologie politique : il s'agit fondamentalement d'éviter de présumer des évolutions et de tenter de les expliquer historiquement – ce qui conduirait à des questionnements et des raisonnements biaisés et *ex-post* – mais, plus « simplement », de repérer et d'analyser les évolutions perceptibles dans les causes défendues, dans les profils sociologiques des individus engagés, dans les répertoires de pratiques sur le terrain et dans les discours de présentation de soi des organisations, pour parvenir à dégager des générations spécifiques. Il en va donc d'une nécessaire articulation entre niveaux microsociologique (reconstitution de carrières militantes, prosopographie) et mésosociologique (évolution de l'organisation), toujours replacés dans le contexte macro. Et si l'étude d'une organisation comme le Secours populaire, qui a connu une croissance spectaculaire pour compter aujourd'hui 72 000 bénévoles et 1 million de donateurs, peut déjà être considérée comme *indicative* d'évolutions de société, il reste évident que seule une approche plus large, à l'échelle de plusieurs organisations significatives, peut permettre de dépasser l'étude de cas et de tirer des conclusions valables sur des mutations sociales d'ampleur – ou non.

Ces quelques considérations posées, les analyses déjà réalisées ou encore en cours permettent d'avancer un certain nombre de remarques sur les mutations et les permanences dans le domaine de l'engagement de solidarité contemporain.

LA PROGRESSIVITE DU CHANGEMENT : POUR UNE REVALORISATION DES CONTINUITES

Continuité des individus et progressive succession des cohortes

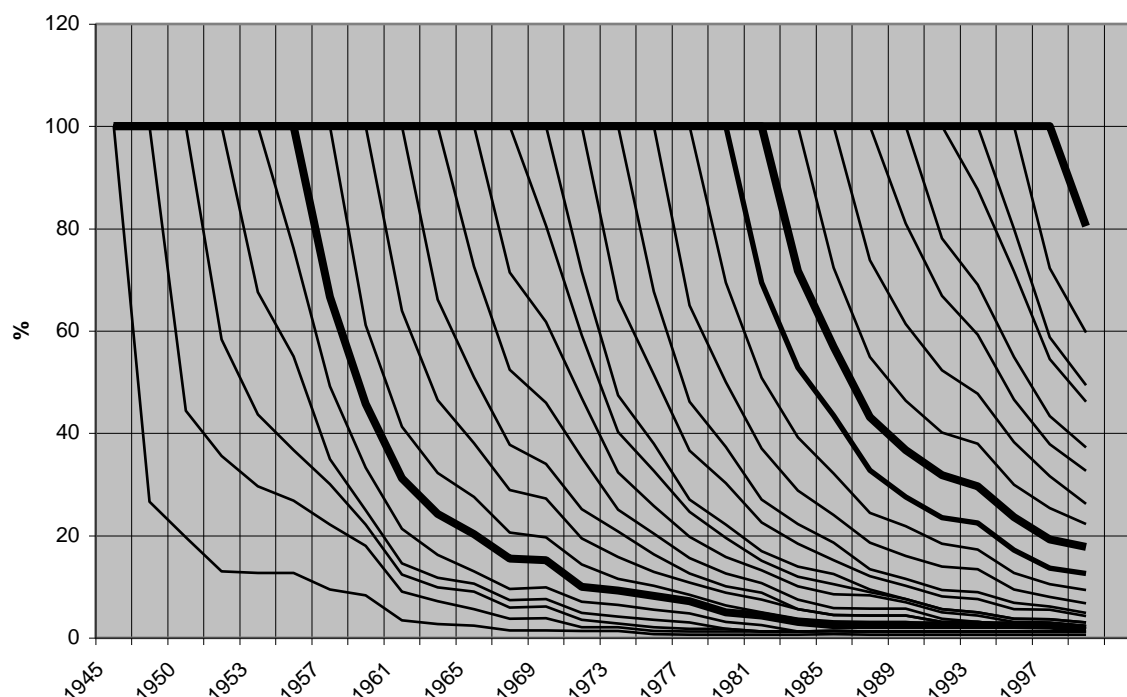
On reste frappé, à l'étude, par la longévité militante des individus présents dans ce paysage associatif. Au Secours populaire, cas certes exacerbé, Julien Lauprêtre est secrétaire général de l'association depuis 1955, et président – ce qui revient dans les faits à la même fonction, seule changeant la dénomination dans le cadre des statuts d'Utilité publique – depuis les années 1980, toujours en fonction en 2006. La plupart des principaux cadres actuels de l'organisation, nationaux comme départementaux, sont arrivés comme militants

dans les années 1970 et ont rapidement été promus à des postes de responsabilité. A Emmaüs, nébuleuse complexe d'associations porteuses chacune d'un secteur de solidarité spécifique, les individus passent d'une organisation à l'autre, mais restent « dans le sérail » ; on ne compte ainsi plus les hommes ayant passé une dizaine d'années comme président d'une communauté ou d'une fédération, puis passés au secteur de l'aide d'urgence, ou dans la branche HLM. Ainsi Michel Lefebvre, arrivé comme militant en 1954, devenu secrétaire adjoint de la Confédération syndicale pour le Logement, puis ayant effectué un mandat (maximal) de six années comme président de la branche communautaire UCC, enfin devenu président de l'Association Emmaüs ; Henri Camus, lui aussi militant de la première heure, responsable des constructions dès 1953, puis président de l'UCC (communautés), et enfin durant vingt ans de l'Association Emmaüs ; ou encore Laurent Desmard, responsable de communauté puis de l'association de la région parisienne, aujourd'hui secrétaire particulier de l'abbé Pierre et membre du Conseil d'administration de la Fondation abbé Pierre. Ces exemples sont légion. Au Picoulet, Henriette Mesnier arrive enfant dans les années 1920, y effectue son catéchisme et son scoutisme, devient dans les années 1960 responsable du groupe Jeunes femmes, puis reste comme bénévole et, dès sa retraite, est happée comme présidente ; Odette Morel arrive elle aussi enfant, dans les années 1930, fait de même son catéchisme et son scoutisme, deviendra durant dix ans secrétaire bénévole de l'organisation, et reste toujours aujourd'hui l'une des retraitées les plus actives.

Si l'on objectera à juste titre que ces individus sont non représentatifs de la masse des adhérents, il faut inversement souligner leur hyperpondération dans l'organisation : militants de la première heure, véritables référents et mémoire vivante, ils occupent encore souvent des places de premier plan, sont toujours actifs, consultés et sollicités, écoutés, considérés unanimement comme les garants de la fidélité à l'identité associative.

En élargissant le raisonnement, on constate que ce mécanisme de continuité prévaut aussi largement au niveau des cohortes d'adhésion. Si ce type d'étude reste très lourd à faire et à manier, le résultat obtenu pour le Secours populaire est patent :

Cohortes du Comité national du Secours populaire français (N = 1054)



Le graphique traduit une sédimentation incessante de strates d'engagement, donc une hétérogénéité et une complexité croissantes des identités en présence ; mais l'on voit d'emblée combien les engagés ne se

renouvellent que très progressivement – qu'il s'agisse ici des instances nationales ou, à plus forte raison, des militants de terrain –, ayant le temps d'imprimer leur marque aux nouveaux entrants et inversement. L'association n'est donc bien, à un temps T, que la résultante de l'articulation de forces en présence et d'un subtil mais changeant compromis entre ancien et nouveau.

Cyclicité des causes, du rapport au politique et des pratiques

L'impression de continuité prévaut également pour ce qui relève des causes défendues et des pratiques mises en œuvre, à ceci près qu'il semble plutôt s'agir de *cyclicité*. Ainsi, mis à part le Secours populaire qui, pour des raisons historiques *structurelles*, a choisi de basculer de l'affichage communiste à l'affichage humanitaire, les discours des associations paraissent fluctuer en fonction du contexte. L'exemple le plus évident est celui du Picoulet, jusqu'aux années 1950 centré sur une approche individuelle et prosélyte du pauvre, puis s'ouvrant dans les années 1960 au politique et prônant durant les années 1970, en un mouvement de balancier spectaculaire, une approche collective avec une volonté affichée non plus d'agir sur des individus isolés et dans une approche palliative (réponse aux besoins immédiats), mais sur les structures sociale et les destins collectifs, dans une approche d'émancipation collective et d'engagement révolutionnaire. Ainsi, « nous pensons que les postes de la Mission populaire doivent toujours rester ancrés dans le 'milieu populaire' sans se laisser absorber par ses besoins qui se situent souvent au niveau de la consommation et de l'entraide charitable ». Mais les années 1980, avec l'arrivée d'un nouveau pasteur moins politisé, les transformations du quartier, la retombée des utopies collectives de changement et l'agrément comme centre social, provoquent un retour à des approches plus individuelles de l'homme dans la détresse (alphabétisation, aide à l'accès aux droits, etc.), qui persistent aujourd'hui. A Emmaüs, l'événement (re)fondeur – l'appel de février 1954 par l'abbé Pierre – n'était pas une volonté de changement collectif et structurel, mais « simplement » un appel apolitique à la solidarité des Français face aux rigueurs de l'hiver, dans un contexte de pénurie drastique de logements. Les seules dénonciations étaient celles de la condition de l'homme à la rue, des fastes des églises contrastant avec la pauvreté et les besoins, et un appel à la construction de logements. Ce n'est que bien plus tard, au milieu des années 1980, que le prophétique abbé, rappelé par les médias sur le devant de la scène politique face à la montée des « nouveaux pauvres », a réellement tenu un discours de transformation sociale – encore s'est-il toujours fortement gardé de positionnements politiques et de quelconques visées révolutionnaires. Ces positions ont été finalement reprises par l'ensemble du Mouvement, qui tient depuis une dizaine d'années un discours nouveau et d'interpellation très politique (dans le cadre du réseau Alerte ; sur les sans-papiers, sur le mal-logement).

Ainsi, la volonté de transformation des structures collectives, quasi apanage du Parti communiste jusqu'aux années 1960, a été reprise par une floraison d'associations plus particularistes (écologie, féminisme, défense du cadre de vie et associations de quartier, ...) mais aussi, pour ce qui est du Picoulet, par le protestantisme français. Alors que le Secours populaire a depuis les années 1960 mis sous le boisseau ses discours politiques, Emmaüs et le Secours catholique les aiguisent progressivement depuis le milieu des années 1980. Après des années 1980 plus centrées sur l'urgence sociale et les traitements palliatifs – en témoigne le succès immédiat des Restos du cœur – les années 1990 sont alors celles d'un fort regain de parole politique. Si celui-ci est même observable au Secours populaire des années 1989 (célébration du Bicentenaire de la Révolution française) à 1991 (obtention du label Grande cause nationale et campagne médiatique afférente), l'un des cas archétypiques reste celui d'Emmaüs, dont le fondateur d'un désormais « vieux » mouvement devient, quarante ans plus tard, la caution médiatique et morale de Droit au Logement, archétype du « nouveau » mouvement social ».

Enfin, nous adhérons pleinement au texte de l'appel à contribution pour ce qui concerne la continuité des pratiques, à voir elle aussi en termes de cyclicité ou, peut-être plus exactement, de réactivations récurrentes. Le squat, très usité à Emmaüs dès les années 1950 et de façon parfois spectaculaire (notamment sous les ponts de Paris, avec évacuation des forces de l'ordre et reportages dans les journaux), se voit ainsi réactivé plus médiatiquement encore – mais sans doute surtout pour cause de plus grande puissance, et de moindre contrôle par le pouvoir, des médias – dans les années 1990. En témoigne également l'internationalisme, qui a toujours été à la base du militantisme communiste mais a aussi fait toute l'efficacité des Caritas depuis 1945. Et Emmaüs une fois posé en France, l'abbé Pierre n'a eu de cesse de parcourir le monde pour fonder des communautés, et développer ainsi, outre l'exportation d'un modèle simple, un vaste réseau de solidarité Nord-Sud.

Transformations mais persistance des nébuleuses idéologiques

L'un des points les plus importants mis en évidence par Jacques Ion est le passage de réseaux structurés sur une base idéologique (qu'elle soit confessionnelle ou partisane) à des coopérations sectorielles (notamment entre organisations de solidarité, au sein de fédérations ou de groupements *ad hoc*). Cet aspect est particulièrement prégnant au Secours populaire, dont le centre de gravité bascule progressivement du conglomerat communiste au monde associatif de la solidarité ; tandis qu'au conglomerat fortement structuré des années 1920 et Guerre froide fait progressivement place une nébuleuse plus éclatée, moins directement dépendante du centre partisan pour ses directives et ses financements. Si certaines organisations sont longtemps restées très liées au parti (Mouvement de la Paix, Union des femmes françaises) et ont sombré dans la décrue, d'autres en revanche, à l'instar du Secours populaire, ont su conquérir une marge d'autonomie et, avec une bonne capacité d'adaptation aux mutations du contexte, survivre voire croître. Or ce mécanisme « d'entre-soi » idéologique, caractéristique du premier XXeS aux années 1950, se retrouvait dans les réseaux religieux, catholiques ou protestants, très fortement endogames : on trouvait au Secours populaire des militants communistes, à Emmaüs des militants chrétiens, au Picoulet des militants protestants, chacun souvent pluri-engagés dans d'autres associations de leur idéologie d'appartenance.

La crise du religieux et du politique, mais aussi la montée de la solidarité comme quasi valeur idéologique à soi seul, ont défait ces mécanismes prégnants, au profit d'une transivité des adhésions : nos recherches nous ont fait à plusieurs reprises rencontrer des militants depuis les années 1970 engagés concomitamment ou successivement au Secours populaire et au Picoulet, au Secours populaire et au Secours catholique, au Secours populaire et à Emmaüs. Bref, les idéologies sont devenues poreuses et traversées, au profit d'un engagement sectoriel « pour la solidarité ».

Mais il ne faudrait pas s'y méprendre, ces cas bien réels et profondément révélateurs de mutations ne signifient pas que l'ancien modèle ait entièrement disparu au profit d'un nouveau. Car si certains individus ont des parcours transitifs, tendant à montrer une désidéologisation, sont toujours légion ceux qui restent à Emmaüs car catholiques, au Secours populaire car communistes, au Picoulet car protestants. En outre et de surcroît, plus l'on monte dans la hiérarchie associative, puis les anciennes idéologies d'appartenance restent prégnantes – le cas archétypique étant à cet égard le Secours populaire, dont le secrétariat national est redevenu quasi totalement composé de communistes et de sympathisants, après une période de forte ouverture dans les années 1960 et 1970 où la parité communistes/non communistes était atteinte. Et les anciens conglomerats, certes implorés et affaiblis, persistent sous forme de nébuleuse : on reste encore fortement poly- ou successivement engagé au Mouvement de la Paix, à la CGT et Secours populaire ; dans les mouvements d'action catholique et à Emmaüs ; dans les réseaux paroissiaux et au CCFD ; à l'Eglise réformée de France, au mouvement Jeunes femmes et au Picoulet – en ayant été ancien scout unitaire. Les cas bien visibles de transivité des adhésions, témoignant d'une mutation sociétale d'ampleur en cours depuis les années 1960, ne sont (encore ?) peut-être que la face émergée d'iceberg d'engagement encore fortement mu par la cohérence politique et/ou confessionnelle.

LES PRINCIPAUX FACTEURS DE CHANGEMENT : LES MUTATIONS DE CONTEXTE ET LA TRANSVERSALITE DES RESEAUX

Il est pourtant indubitable que les contextes changent et que les organisations évoluent, et la volonté de revaloriser les continuités n'a de sens qu'au regard de ce qui nous semble avoir été un mouvement trop poussé, et surtout trop binaire, de valorisation des ruptures. On distingue en particuliers quelques grands facteurs de mutation.

Le poids du contexte

Le contexte socio-économique est d'évidence à prendre en compte : au Picoulet comme à Emmaüs, la professionnalisation du travail social dans les deux cas, et de l'économie de la récupération dans le second, imposent de fortes adaptations dans un sens de professionnalisation. Et si les deux associations ont vu entrer en leur sein quelques professionnels, le hiatus fort entre deux cultures a plutôt conduit à un processus de professionnalisation des militants.

Le contexte socio-politique, mais aussi culturel, joue lui aussi fondamentalement et permet d'expliquer d'importantes variations militantes sur un court laps de temps : un communiste de Guerre froide témoigne, du simple fait de son environnement militant, de pratiques bien différentes d'un communiste du Programme commun ; de même qu'un communiste des années 1920, en phase de bolchévisation, changera sa pratique militante avec le Rassemblement puis le Front populaires ; de même encore qu'en quelques années, les mêmes militants sont passés de l'euphorie et de la reconnaissance de la Libération au climat d'hostilité (prônée et ressentie, cause et conséquence) de Guerre froide, et le premier parti de France a vu en quelques années ses militants peiner à vendre quelques journaux. Toute l'histoire du PCF peut ainsi se lire comme une perpétuelle oscillation entre phases d'ouverture et de fermeture, qui conditionnent fondamentalement la pratique militante. Il en va en partie de même au Picoulet, très auto-centré et prosélyte jusqu'aux années 1950 puis, dans un éveil catalysé par les événements de 68, s'ouvrant tous azimuts sur l'extérieur, envoyant ses pasteurs dans les usines, développant des associations de défense de quartier et accueillant moult associations antifascistes, abandonnant jusqu'à toute référence religieuse – pour voir le soufflé retomber quelques années plus tard. Cet impact de 68 se retrouve à Emmaüs, de façon certes moins directe, quand arrive au début des années 1970 une nouvelle génération de responsables de communauté, non plus formés sur les décharges au temps des pionniers, mais venant avec leurs utopies et leurs convictions politiques fortes, comme d'autres – ou eux-mêmes, avant ou après – vont au Larzac. Peu resteront durablement, et ils seront à leur tour remplacés par une autre génération, celle des années 1980-1990, des désillusionnés du monde de l'entreprise venant s'essayer à l'humanitaire, des quarantenaires en quête d'un sens à leur vie, ou encore des retours de MSF ou MDM ayant vécu l'horreur et l'urgence, soucieux de pouvoir se poser sans dénaturer par trop leur engagement.

Olivier Fillieule se place sur un registre proche, au niveau de l'organisation, lorsqu'il considère l'évolution idéologique comme inhérente à la durabilité de l'engagement : « On peut faire l'hypothèse que la 'carrière morale' des individus est d'autant plus redevable à l'idéologie en vigueur au sein du groupement que la durée de l'engagement est longue, sans compter que cette idéologie peut avoir varié au cours du temps, si bien que non seulement le degré d'exposition des individus est variable, mais aussi ce à quoi ils sont exposés. Il en découle logiquement que les différences observables entre 'vieux militants' et nouvelles générations peuvent difficilement être imputés plutôt à un changement générationnel qu'aux effets combinés de la sélection et de la durée de l'engagement »⁶.

Le cycle de vie des organisations

L'étude historique de ces trois organisations fait en outre apparaître un même mouvement d'institutionnalisation depuis les années 1980, qui correspond à un recentrage fort sur la pauvreté-précarité, à une montée des subventions et conséquemment une professionnalisation, et à une période de croissance forte. Les différences dans le militantisme, qui pourraient à première vue apparaître dues à des mutations structurelles dans les modes d'engagement (de l'affilié à l'affranchi, etc.) apparaissent surtout dues aux mutations de l'association elle-même. Entrer à Emmaüs au « temps des catacombes », dans des communautés marginales de quelques hommes vivant sur un tas de gadoue et d'ordures, n'a en effet rien de l'engagement contemporain dans une grande association fortement médiatisée, dans laquelle chaque communautaire a désormais sa chambre et sa télévision – et sa console, voire son portable troisième génération. De même au Secours populaire, où le militant arrivé dans les années 1960, qui raconte avoir toujours dû faire ses déplacements en train de nuit, sans couchette et en finissant la nuit sur ses valises en salle de gare, a aujourd'hui très naturellement sa chambre d'hôtel confortable et voyage de jour en TGV. Cette déprécarisation du militantisme est (curieusement ?) souvent perçue non sans nostalgie : combien de militants depuis longtemps engagés n'avouent-ils pas un certain regret de ces temps anciens, certes plus durs mais à la camaraderie plus franche, où l'on sacrifiait ses week-ends pour la cause et le défi – mais aussi pour un esprit de corps qui ne peut plus exister de la même manière avec la croissance du nombre et le confort de l'engagement.

Les associations qui démarrent, de petite taille, n'offrent donc rien de comparable, comme conditions de militantisme, aux grandes associations institutionnalisées. En ce sens, pour retrouver des conditions

⁶ Olivier FILLIEULE, « Avant-propos », in Olivier FILLIEULE (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 12.

approchantes, c'est sans doute moins Emmaüs des années 1950 et Emmaüs des années 2000 qu'il faudrait comparer, qu'Emmaüs des années 1950 et DAL des années 1990 ; ce n'est peut-être pas tant une question d'époque que de cycle de vie d'une organisation – qui grandissent avec leur contexte, d'où des conditions austères de militantisme au Secours populaire comme à Emmaüs dans les années 1960, et bien plus confortables aujourd'hui.

Le rôle des individus

Ces adaptations au contexte social, politique et économique, qui ont *a priori* des allures de lutte de survie et que l'on constate de fait dans les organisations « qui ont réussi », n'ont pourtant rien d'évident. Au Secours populaire, ce sont des militants extérieurs au réseau ou à l'association, voire à sa culture (un prêtre défroqué, un médecin Inspecteur chef), qui, dès leur entrée, sont parvenus à imposer des mutations d'envergure (professionnalisation du travail social, ouverture aux autres associations de solidarité, aux subventions ou au mécénat ...). Au Picoulet, chaque nouveau pasteur imprime sa marque (politisation ou non, prosélytisme ou non, plus ou moins grande ouverture aux nationaux et aux immigrés, ...). L'organisation change donc aussi ses pratiques et ses conceptions de l'engagement au fil des individus porteurs de novation ; et les adaptations les plus efficaces, véhiculées par des individus, de se diffuser d'organisation en organisation. L'ouverture apolitique et aconfessionnelle, la professionnalisation, sont ainsi rapidement des traits communs à toutes les grandes associations soucieuses de recruter largement ou de recevoir des financements, publics comme privés.

CONCLUSION

Il apparaît finalement que les associations de solidarité étudiées ou approchées sont toutes (et ont toujours été) composées d'un noyau stable de militants, autour duquel gravitent – au plutôt papillonnent plus ou moins assidûment – des engagés moins investis et moins stables. Cette conception « en cercle » peut aussi être déclinée sur un mode pyramidal, les associations étant portées par des cadres militants fortement investis, tandis qu'à la base se trouvent plutôt des bénévoles « distancés ». Ceux-ci passent aujourd'hui d'une organisation à une autre sur des logiques aussi bien sectorielles que référant aux anciennes idéologies structurantes (partisanes, religieuses). Les associations évoluent alors progressivement, dans leurs militants comme dans leurs pratiques, par progressive adaptation au contexte et aux nouveaux arrivés, forts de nouvelles conceptions ou d'autres pratiques.

Les clivages dessinés, postulés ou hypertrophiés, dans les évolutions des pratiques militantes, nous semblent en outre devoir à des effets d'optique. Ceux-ci sont peut-être d'origine politico-médiatique : la très forte visibilité d'un DAL, d'un ATTAC ou d'un mouvement de sans-papiers, qui semblent parfois à juste titre témoigner d'un renouveau politique de l'engagement, ne doit pas faire oublier les milliers d'associations, petites ou grandes, qui travaillent au même moment dans l'ombre, sur des modes plus « classiques », avec bien plus de militants et de financements. De même, la force et la structuration du PCF dans les années 1950 ont sans doute été survalorisés, dans le double intérêt de ses détracteurs – présenter l'ennemi puissant pour mieux mobiliser à le combattre – comme de ses sectateurs – accréditer les directives et accroître les mobilisations comme le prestige de l'organisation⁷.

Les effets d'optique puisent également à l'état inégal d'avancement de la recherche en sciences sociales, et au « clivage épistémologique » évoqué dans l'appel à contributions. En effet, si l'on connaît désormais relativement bien le militantisme communiste – mais à nouveau, largement par ses sectateurs ou ses détracteurs – ou les mouvements d'Education populaire, si les travaux foisonnent sur l'altermondialisme ou l'humanitaire contemporain, on s'est bien moins penché sur l'histoire des associations de solidarité ou de l'humanitaire, ou même sur les failles du militantisme communiste. Ceci doit aux chercheurs eux-mêmes et aux intérêts du moment, mais aussi aux sources disponibles, plus ou moins évidentes et exploitables : il reste en effet difficile d'étudier sociohistoriquement l'évolution des modes d'engagement, la masse des anonymes laissant par définition peu de traces, alors même qu'elle représente un véritable « tiers-état » des engagés.

⁷

Axelle BRODIEZ, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, op. cit.